

# ■ On se trompe sur les vieux

Pierre-Marie Chapon et Bernadette Oudiné, Paris, L'Harmattan, 2016, 117 p.

Pierre-Marie Chapon est docteur en géographie et aménagement. Référent pour la France auprès du réseau mondial « Villes-amies des aînés », programme de l'OMS de 2012 à début 2016, il travaille depuis plus de dix ans sur le vieillissement de la population pour le compte de filiales de la Caisse des dépôts et consignations (CDC). Bernadette Oudiné, coauteure, est proviseure retraitée, agrégée d'anglais. Kevin Phalippon, docteur en pharmacie et chargé de cours aux universités de Lyon, a également contribué à l'ouvrage.

**L'objectif** est atteint : alerter l'opinion publique sur l'appréhension lacunaire que la France peut avoir du vieillissement de sa population, tant sur les plans démographique, anthropologique, sociologique, psychologique, humain, que sur les plans politique et économique. L'ouvrage fait apparaître les limites, et finalement l'échec global d'une approche sectorielle des sujets liés au vieillissement et du manque de transversalité qui la caractérise, tel que l'ont notamment démontré Morel et Veber en 2011 (*Problèmes de gouvernance et absence d'interministérialité, rapport Société et vieillissement*). Cet ouvrage, rédigé dans un langage clair et à la portée de tous est une alerte lancée à l'opinion et aux pouvoirs publics, en perspective notamment des prochaines élections présidentielles. Il propose une approche positive du vieillissement et de son impact sur la pyramide des âges française. Il démontre qu'une bonne appréhension et une bonne gestion du vieillissement permettraient de transformer une calamité budgétaire en aubaine économique et humaine. Il souligne que l'humain doit rester au centre des préoccupations, et que le PIB ne doit pas occulter le bien-vivre ensemble.

**Le préambule** rappelle le retard indéniable de la France sur la gestion du vieillissement de sa population et sur l'anticipation qu'elle se doit d'avoir, sur le plan matériel (logement, transport, etc.) comme social (aide à la mobilité, soutien à la dépendance, etc.).

Au-delà des questions sanitaires et de l'accompagnement de fin de vie, ce chapitre introductif met en évidence l'aspect « secondaire » des sujets du vieillissement pour les pouvoirs publics, sur une toile de fond médiatique peu motivée. Ces affirmations résument clairement (et crûment) l'actualité française, comme le lancement tardif de la filière *silver economy* en 2013, ou la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement (ASV) qui a failli ne jamais voir le jour.

**Les auteurs soulignent la nécessité de « changer de point de vue, de prisme »** (p. 12), sur la gestion du vieillissement, qu'il s'agisse par exemple du ciblage des financements européens en soutien à la recherche et au développement, ou encore de la gestion de ce que les auteurs appellent des « territoires-pièges » nationaux, c'est-à-dire des lieux de vie en proie à une désertification, isolant progressivement leurs derniers occupants. Tout doit continuer à « vivre », à l'image du formidable maillage national que représentent les quelque 22 000 pharmacies métropolitaines, jusqu'à la commune elle-même, qui peut être menacée de disparition par désertification pure et simple et raréfaction de ses ressources. « D'ailleurs les vieux peuvent-ils sauver la ruralité ? » (p. 51). Ils représentent un gisement de votes potentiels pour les élus, un électorat sans être un lobby, tel que l'ont démontré Solignac et Rabu en 2010, mettant en évidence l'influence des seniors sur l'économie politique et le monde de la finance. Cet aspect conforterait l'idée qu'il faudrait avoir une politique globale et non sectorielle, ainsi qu'une approche systémique ; c'est d'ailleurs là l'un des points forts de l'ouvrage.

Les politiques doivent, selon les auteurs, viser à établir une plus grande égalité entre ces territoires (communes rurales, périurbaines, urbaines, etc.) et réaliser des économies grâce à l'intercommunalité (ce dernier aspect est toutefois déjà largement consommé aujourd'hui).

**Les politiques publiques seraient inadéquates, car elles procéderaient par approche sectorielle et ne mettraient pas en œuvre suffisamment de transversalité.** La transversalité est présentée par les auteurs comme indispensable, comme peut le démontrer le questionnement sur les espaces ruraux qui inclut des aspects politiques, économiques, et sociologiques. « Il est urgent d'agir de manière globale » (p. 13) et de « bâtir ensemble » (p. 26), vers une société plus humaine, plus inclusive, et plus juste. Les auteurs rappellent d'ailleurs que l'OMS place l'équité en santé au centre de tout, en soulignant tout particulièrement que l'économie, les transports, l'éducation et le logement l'influencent. À ce titre, la qualité de l'environnement est primordiale et l'aménagement des territoires et des villes (notamment dans le sens de la loi ASV) semble urgent. Ce caractère de la situation française apparaît plus fortement encore lorsque l'on compare les villes françaises à « celles qui sont déjà engagées dans des actions pour le vieillissement » (p. 111).

**Pour Pierre-Marie Chapon et Bernadette Oudiné, « la modernisation est en route »** (p. 107), à l'image du commerce électronique, des nouveaux services émergents et de l'accès à l'information en temps réel. Pour eux, cette modernisation devrait fluidifier la vie des personnes âgées. Cependant, elle n'exclut pas une politique cohérente de transport, de services, d'habitat et d'innovation construite « de manière intelligente » (p. 94). Pour les auteurs, l'innovation devrait être accompagnée quand elle arrive, et non décrétée par l'allocation de budgets. Cette vision très pertinente replace l'humain au centre de tout, par opposition aux aspects financiers et budgétaires, combattus tout au long de l'ouvrage.

« *La silver economy, mythe ou réalité ?* » (p. 86). Les auteurs proposent ici un focus intéressant sur la transversalité que l'offre « seniors » peut porter à l'intergénérationnel. Elle constituerait une sorte d'externalité positive (comme le démontrent ces croisières touristiques qui, au départ, étaient faites pour les seniors et qui intéressent les jeunes aujourd'hui). La *silver economy* manquerait d'études de marché non axées sur le seul critère de l'âge, ce qui entraînerait d'ailleurs un problème de positionnement marketing.

Le problème de la compétitivité de l'offre française, à l'heure de la mondialisation, aurait été cependant pertinent à citer. Sans oublier le dynamisme économique général, sans lequel tout devient plus difficile. Une fois de plus, les auteurs démontrent que l'approche par segmentation représente une erreur qui porte préjudice à cette nouvelle économie, car il s'agit bien d'une économie (aspects systémiques) et non d'un marché. Cependant, ils ne traitent que peu de la complexité de ce nouvel écosystème, et de son seuil actuel de maturité, ce qui ne permet pas un gain en lisibilité. De plus, les auteurs ont une difficulté à définir la *silver economy*, affirmant d'ailleurs qu'elle n'a jamais fait l'objet d'une réelle définition (p. 85). Dans les faits, au moins quatre définitions existent (Delaunay M. et Montebourg A., 2013 ; Gray P. et Legendre D., 2013 ; Tardivon P., Diény P., Kégelart J.-J. et Creuchet B., 2014 ; Villemeur A., 2014).

**Les auteurs soulignent « le manque d'anticipation » (p. 66) des pouvoirs publics.** En matière de politique du vieillissement, la France navigue à vue, sans réelle anticipation. Le devenir des retraites est d'ailleurs concerné au même titre. Enfin, la part du vieillissement actif en France marque un certain retard en comparaison à nos voisins européens, loin des objectifs fixés par le traité de Lisbonne et la stratégie Europe 2020. La perception négative des personnes âgées y contribue largement, démontrant là aussi la nécessité impérieuse de changer l'esprit et la perception du vieillissement en France.

**Le réalisme de nos dirigeants politiques sur les sujets du vieillissement est attaqué.** La France accuse un retard par rapport aux pionniers de la gestion du vieillissement de la population (Pays nordiques, Canada), notamment par manque de transversalité, de découplage, de minimisation du sectoriel et de la catégorisation sur le seul critère de l'âge, en dépit du rapport Laroque de 1962, qui a pourtant constitué un socle d'avancées majeures. Ce retard est aussi dû à l'approche culturelle. Il est dommage que les auteurs, à cet égard, n'aient pas cité le Japon, premier pays au monde à être rentré dans le vieillissement avéré de sa population, probablement du fait des différences qui nous séparent : différences culturelles, différences du mode de vieillissement (car notre taux de natalité est le plus fort des pays développés, et nous subissons un vieillissement par le haut, contrairement au Japon qui dispose d'un faible taux de natalité, subissant ainsi un vieillissement par le bas, et par le haut). La France ne s'est-elle pas focalisée sur la seule gestion de la dépendance ? Les handicapés et les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer sont d'ailleurs rassemblés dans cette même catégorie, au sens de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA). Là encore, la transversalité fait défaut : le médical dépend du ministère de la Santé alors que le social a été confié aux départements. La nécessité d'une assurance dépendance, publique ou privée, obligatoire ou pas, est également relancée à juste titre par les auteurs, dans la lignée des travaux réalisés par Geoffard en 2010 et Fontaine en 2014.

**Cet ouvrage s'inscrit pleinement dans la perspective des prochaines élections présidentielles.** Il engage les politiques à « ne plus se tromper » (p. 115) dans la gestion du

vieillessement de la population. Cet aspect sous-tend de ne pas se réduire à des mesures financières. Pourquoi s'agripper à l'existant ? Pourquoi nos élus sont-ils tant attachés au pouvoir et si peu aux biens communs ? Pourquoi si peu d'anticipation pour tant de replâtrage hâtif ? Pourquoi si peu de prévention ? Pourquoi toujours des arguments financiers et non humains ? Pourquoi des réponses axées uniquement sur des subventions ou des aides ? Pourquoi un enfermement dans des politiques sectorielles ?

Le document fait bien passer son message, malgré une structure rédactionnelle un peu floue, évoquant un style d'expression en mode « tout-venant ». Mais la tâche est ardue, car le sujet est tentaculaire. L'évolution des mentalités ainsi que l'approche globale et transversale nécessaire à la gestion du vieillissement sont toutefois clairement mises en évidence, faisant comprendre, en filigrane, que le vieillissement n'est pas un problème en soi, mais plutôt un enjeu sociétal, qu'il n'est pas qu'une calamité, mais qu'il peut être également une opportunité.

S'adressant en premier lieu au grand public, de nombreux thèmes ont été volontairement écartés afin de ne pas brouiller le message essentiel, afin de ne pas trop « économiser » et « politiser » le discours. Les problèmes de finances publiques liés au vieillissement ne sont par exemple pas abordés (retraite, santé, dépendance), alors que les prévisions vont dans le sens d'un certain alarmisme s'agissant du financement de notre système de protection sociale. Les auteurs ont volontairement décidé de ne pas mêler les aspects budgétaires au débat, qui se veut plutôt et d'abord « humaniste ». À ce titre, l'ouvrage ne rentre pas dans la problématique du financement de notre système de retraite, du basculement prochain de la balance actifs/passifs (taux de dépendance), du nécessaire investissement que l'État se doit de mettre en œuvre en aménagement des villes (à l'heure des coupes budgétaires pour satisfaire aux exigences de Maastricht), des politiques démographiques et migratoires, du niveau d'interventionnisme de l'État... Cette approche thématique (non globale) dessert les auteurs dans leurs propositions, amputant parfois tout le pan « faisabilité » des suggestions formulées, notamment par la mise à l'écart des aspects liés à leur financement (budgétaire).

**En conclusion**, cet ouvrage représente une avancée majeure dans l'appréhension des sujets liés au vieillissement de la population (mentalités et angles de vue à changer, culture à repenser, manque de transversalité, excès de catégorisation, manque de vision globale et systémique). Le texte met aussi à jour que les sujets du vieillissement deviennent beaucoup plus faciles à traiter dès lors que les aspects budgétaires en sont écartés.

Bien que fondé sur une littérature de qualité, cet ouvrage reste difficilement « contextualisable » sur le plan académique du fait de son style d'écriture et des choix qui ont été faits en amont de sa rédaction (mise à l'écart volontaire de certains sujets, notamment les aspects financiers et budgétaires).

Cet écrit offre une vision résolument positive du vieillissement, dans l'esprit des travaux de Pelletan et Villemeur en 2012 qui concluent que le vieillissement crée par opposition un rajeunissement causal : face à des « très vieux », les « vieux » sont en effet plus jeunes à notre époque.

Par Thierry Gatines

Doctorant en sciences économiques au Centre de recherche en économie de Grenoble (Creg)